



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
De la commune de JARDRES

L'an DEUX MIL SEIZE, le 24 MARS

Le Conseil Municipal de JARDRES, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MAERTEN, Maire.

Etaient présents :

MAERTEN Jean-Luc, POLO Ludmila, VRIET Jean-Marie, GRANGEON Jacky, Valérie CHARAUDEAU, De CHALAIN Christian, DELAVIER Christine, POPIN Diane, LATINI Patricia, BOUTILLET Nelly, RONDA William, MOREAU Jean-Jacques.

Ludmilla POLO est nommée secrétaire de séance.

2016-12 - URBANISME
REVISION GENERALE DU PLU

Monsieur le maire présente l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du plan local d'urbanisme en prenant en compte les évolutions environnementales et juridiques. Cette révision permettra d'étudier les différentes demandes qui ont été déposées.

En effet, le PLU a été réalisé en 2004. La commune doit redéfinir ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable et permettre un développement harmonieux de la commune. Il convient également de prendre en compte l'évolution vers un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal à plus ou moins long terme.

Dans ce cadre, les objectifs poursuivis sont ainsi définis :

- Actualiser le PLU au regard de la législation en vigueur et notamment la loi ALUR, le SCOT, (Corriger les anomalies, tenir compte des évolutions juridiques, environnementales, aménagement de la RD 951....)
- Faire évoluer le PLU dans le cadre d'un développement maîtrisé du centre bourg et des villages, (Ouvrir à l'urbanisation les zones AUB du centre bourg, densifier les constructions, développer de façon mesurée les villages si la desserte des réseaux est assurée...)
- Favoriser le développement économique dans les zones existantes (Poursuivre le développement des zones d'activités de la Carte, Champs Rogis, La Chaussée, la Vigne au Roux avec l'aménagement du rond-point à créer sur la RD 951...)
- Protéger les activités agricoles,
- Modifier le périmètre des Bâtiments de France et assurer la protection du patrimoine historique de la commune, (à la demande de l'ABF)
- Privilégier les déplacements doux, (Cheminement piétonnier vers le centre bourg ou de la ZAE de la Carte vers Chauvigny)

- Développer des zones d'accueil aménagées ou de loisirs, (type zone de camping-car, aire de pique-nique, aire de covoiturage pour préserver l'environnement et éviter les déchets en bord de route)
- Actualiser les documents annexes et graphiques notamment les réseaux et servitudes d'utilité publique, (mettre à jour les plans des réseaux d'eau, d'assainissement, électricité, télécommunication, gaz...)
- Prévoir une évolution du PLU vers un PLUi.

Après avoir entendu l'exposé du maire ;
Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 - de prescrire la révision du plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L153-31 et suivants, R153-11 et R153-12 du code de l'urbanisme,

2 - de charger la commission municipale d'urbanisme, composée comme suit :

- **Jean-Luc MAERTEN, maire, Président**
- **Jacky GRANGEON, Jean-Marie VRIET, Diane POPIN, Christian de CHALAIN et Patricia LATINI, membres.**

du suivi de l'étude du plan local d'urbanisme ;

3 - de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L153-33, R153-11, R153-12 du code de l'urbanisme en ce qui concerne la consultation des diverses personnes publiques ;

4 - de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes :

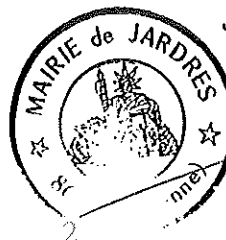
- Information par le site internet de la commune, des publications municipales, de la presse locale et par voie d'affichage,
- Organisation d'une réunion publique,
- Mise à disposition du public d'un registre pour recueillir ses observations,

5 - de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat ;

6 - de solliciter de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision du plan local d'urbanisme ;

7 - que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du plan local d'urbanisme seront inscrits au budget.

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Jean-Luc MAERTEN



3 rue de la Mairie 86800 JARDRES
Tel 05.49.56.70.56 Fax 05.49.01.04.02
jardres@cq86.fr - www.jardres.fr

AR PREFECTURE

086-218601144-20160324-201612-DE
Regu le 07/07/2016

Conseil Communautaire du	17 février 2017
--------------------------	-----------------

à	18h00
---	-------

N°ordre	44
N° identifiant	2017-0030

Titre	20 - Immobilisations incorporelles - 1706 - Autorisation de Programme 2017 - PLU et ETUDES - PLU - Plan Local d'Urbanisme - Poursuite de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Jardres
-------	--

Rapporteur(s)	Dominique CLEMENT
Date de la convocation	01/02/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. BLANCHARD François et ROBLLOT Edouard

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	81	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGERES - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - M. Aurélien TRICOT Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Jean-Hubert BRACHET - Mme Coralie BREUILLE - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Gérard DELIS - Mme Catherine FORESTIER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUERINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Yves JEAN - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Marie-Christine MARCINIAK - Mme Nicole MERLE - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - M. Edouard ROBLLOT - Mme Véronique ROCHAIS CHEMINEE - M. Christian ROUX - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires M. Jean BRILLAUD - Mme Carine DURAND les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	4	<p>M. Gilles MORISSEAU Membre du bureau</p> <p>M. Philippe PALISSE - M. Paul PUCHAUD - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p>
---------	---	---

Mandats	6	<div>Mandants</div> <div>Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis</div> <div>Monsieur HOFNUNG Daniel</div> <div>Monsieur BLUSSEAU Jean-Daniel</div> <div>Monsieur BOUFFARD Patrick</div> <div>Madame FAURY-CHARTIER Michèle</div> <div>Madame VALLOIS-ROUET Laurence</div>	<div>Mandataires</div> <div>Madame MARCINIAK Marie-Christine</div> <div>Monsieur CORNU Bernard</div> <div>Monsieur BELGSIR El Mustapha</div> <div>Monsieur POIRIER Fredy</div> <div>Monsieur HALLOUMI Abderrazak</div> <div>Madame TOMASINI Peggy</div>
Observations	Approbation du procès verbal du Conseil communautaire du 11 mars 2016.		

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale
------------------	--

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : « lutter contre le changement climatique », « préserver les ressources », « développer les solidarités » et « consommer autrement ». En effet, le Plan Local d'Urbanisme, document faisant l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation, développe la mixité urbaine et protège les espaces agricoles et naturels.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-12

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

Vu la délibération du 24 mars 2016 de la commune de Jardres prescrivant la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation

Vu la délibération du 26 janvier 2017 de la commune de Jardres donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

Conformément à l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, Grand Poitiers Communauté d'agglomération, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure de révision d'un PLU engagée avant la date de sa création.

La procédure de révision du PLU de la commune de Jardres a été engagée par délibération du conseil municipal le 24 mars 2016. L'ensemble de la procédure est à conduire, en rapport avec les objectifs poursuivis et les modalités de concertation définies par la commune.

Il vous est proposé :

- de poursuivre la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jardres
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 3400/810/202 du budget principal de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, lors du vote du budget, le 31 mars 2017.

POUR	87	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	22 février 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	22 février 2017
Identifiant de télétransmission	86-200069854-20170217-lmc123691-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d'urbanisme

Conseil Communautaire du	28 juin 2019
--------------------------	--------------

N°ordre	113
N° identifiant	2019-0268

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	24/05/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Messieurs François BLANCHARD et Édouard ROBLOT.

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	62	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - M. Yves JEAN - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p> <p>M. Vincent THOMASSIN - M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	17	<p>M. Alain TANGUY Membre du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Patrick BOUFFARD - Mme Ghislaine BRINGER - M. Olivier BROSSARD - M. Jean-Michel CHOISY - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Jean-François JOLIVET - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUT - M. Christian RICHARD - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

à	16h00
---	-------

Titre	Débat sur les orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Jardres
-------	---

PJ.	Orientations Générales du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
-----	--

Mandats	12	Mandants	Mandataires
		M. Jacky CHAUVIN	Mme Florence JARDIN
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	M. Sylvain POTHIER-LEROUX
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Eliane ROUSSEAU
		M. Claude FOUCHER	M. Gérard DELIS
		Mme Jacqueline GAUBERT	M. Alain CLAEYS
		M. René GIBAUT	M. Gérard HERBERT
		Mme Diane GUÉRINEAU	Mme Francette MORCEAU
		M. Abderrazak HALLOUMI	M. Michel BERTHIER
		M. Jean-Luc MAERTEN	M. Dominique BROCAS
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		M. Gilles MORISSEAU	M. Olivier KIRCH
		M. Christian PETIT	M. Francis CHALARD

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 33, 131, 135 à 136, 110 à 117, 119, 120, 123 à 130, 102 à 109, 92 à 94, 133, 95 à 101, 67 à 91, 54 à 66, 132, 46 à 53, 34 à 45 et 122. Les 118, 121 et 134 sont retirées.</p> <p>Retour de Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX. Est sorti M. Alain CLAEYS (mandataire de Mme Jacqueline GAUBERT).</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains
------------------	---

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 151-5, L. 153-9, L. 153-11 et L. 153-12 et R. 153-1 à R. 153-12,

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Jardres en date du 9 novembre 2004 approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune,

Vu la délibération du 24 mars 2016 de la commune de Jardres prescrivant la procédure de révision du PLU, précisant les objectifs poursuivis par cette révision et fixant les modalités de concertation,

Vu la délibération du 26 janvier 2017 de la commune de Jardres donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération,

Vu la délibération du conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 17 février 2017 décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU de Jardres,

Considérant l'examen des orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) par le Conseil municipal de Jardres le 16 octobre 2018.

UN OUTIL AU SERVICE DU PROJET DE TERRITOIRE DE GRAND POITIERS COMMUNAUTÉ URBAINE

Le Plan local d'urbanisme (PLU) en tant que document stratégique et de planification territoriale, est un outil des collectivités qui permet de préciser et décliner à son échelle les défis du Projet de territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine. En particulier, le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) transcrit la volonté de proposer un territoire audacieux et bienveillant à partir d'ambitions et d'un juste équilibre entre urbanisme, économie, paysage et patrimoine, protection et mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Parmi les différentes pièces composant le PLU, le PADD est le document stratégique qui définit les orientations générales du projet de territoire de Jardres.

CONTEXTE DE LA COMMUNE

Jardres est une commune de 1257 habitants située à 15 kilomètres à l'est de Poitiers, limitrophe de la ville de Chauvigny. La commune est traversée d'ouest en est par l'ancienne ligne de chemin de fer et la Route départementale (RD) 951 Poitiers/Le Blanc. Cet axe supporte un trafic journalier important qui a justifié l'étude récente d'un projet d'élargissement avec la mise en place d'un créneau de dépassement sur la commune. Dans la séquence est de la commune, cet axe routier aboutit sur l'entrée de ville majeure de Chauvigny avec la vue et mise en scène de la ville haute historique.

Le territoire communal couvre 2073 hectares caractérisés par des espaces agricoles ouverts ponctués de boisements dispersés. Les espaces bâtis sont répartis entre le bourg, en retrait de la RD 951, et de très nombreux villages et lieux-dits parfois partagés avec les communes de Chauvigny et Pouillé. Le bourg présente un caractère champêtre malgré un développement résidentiel récent. Il est à échelle humaine, très aéré avec de multiples jardins ou potagers et présente des équipements diversifiés : mairie, église, école, bibliothèque, terrains de sports...

La commune de Jardres bénéficie d'une identité historique et patrimoniale visible (maisons de bourg, châteaux, domaines, logis, voie romaine...) et se situe au cœur de grands sites d'intérêt patrimonial majeurs (Chauvigny, Saint-Savin, Poitiers, ...). Cette identité est caractérisée par la permanence de l'établissement humain sur les noyaux fondateurs (écarts, lieux-dits...) et par des immeubles anciens restaurés.

Le tissu économique est très varié sur la commune et porteur d'emplois. Très visibles, les principales activités industrielles et commerciales sont implantées en bordure de RD 951/RD 951a (zone commerciale de La Carte, garage automobile, silo de négoce agricole, transporteur, dépôt/taille de la pierre...). Ainsi, le pôle Jardres/Chauvigny est structurant dans l'armature économique à l'échelle communautaire et du bassin de vie. En outre, la commune accueille dans les lieux-dits, les quartiers et le bourg des artisans et services de proximité. Le territoire est également caractérisé par une activité agricole dynamique avec une dizaine d'exploitations recensées. Représentative de la qualité de la pierre locale, la commune dispose également de deux carrières en activité.

La commune comporte quelques secteurs à enjeux pour la biodiversité. Il s'agit des vallées sèches (vallées d'Artiges et de Chavreau) et des boisements. En revanche, la commune est dénuée de réseau hydrographique de surface et les pièces d'eau recensées sont pour la plupart artificielles. La RD 951 constitue une rupture de continuité écologique.

Enfin, la commune n'est pas soumise à des risques naturels majeurs. En revanche, elle accueille un site seveso (silo de négoce) à proximité de l'urbanisation du bourg et des quartiers résidentiels.

PRÉSENTATION DES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD DE JARDRES

La commune de Jardres dispose aujourd'hui d'un Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 9 novembre 2004.

Par délibération du 24 mars 2016, le Conseil municipal de Jardres a décidé de prescrire la révision générale du PLU, conformément aux articles L. 153-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les orientations générales du PADD couvrant le territoire de la commune de Jardres ont été élaborées à l'issue de l'analyse de l'état initial qui a permis de définir l'ensemble des enjeux socio-économiques, urbanistiques et environnementaux, discutées par le Conseil municipal du 16 octobre 2018, sont les suivantes :

- être soucieux du caractère rural de la commune dans les choix de développement pour demain
- protéger et faire vivre le patrimoine bâti et urbain
- conforter le cadre de vie attractif de la commune
- accueillir de manière modérée une nouvelle population et répondre aux besoins des habitants actuels
- utiliser à bon escient le potentiel en développement et en espaces disponibles
- valoriser et conforter un environnement paysager de qualité
- soutenir les activités économiques en place et permettre leur renouvellement
- prendre en compte les risques, aléas et nuisances
- assurer le maintien du potentiel écologique.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé de débattre des orientations générales du Projet d'aménagement et de développement durables du Plan local d'urbanisme de la commune de Jardres telles que présentées ci-dessus et détaillées dans le document joint en annexe.

POUR	72	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	2	M. Alain CLAEYS, Mme Jacqueline GAUBERT

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	5 juillet 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	5 juillet 2019
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20190628-105996-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du	6 décembre 2019
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	79
N° identifiant	2019-0605

Titre	Plan local d'urbanisme - Arrêt du projet de Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Jardres
	REÇU LE 16 DEC. 2019

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	08/11/2019

PREFECTURE DE LA VIENNE

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Madame Coralie BREUILLÉ et Monsieur François BLANCHARD.

P.J.	1 - Rapport de présentation 2 - PADD 3 - Règlement 4 - Zonage 5 - OAP 6 - Annexes (sanitaire et SUP) 7 - délibérations - Avis
------	---

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	65	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Pascale GUITTET - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolores PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires</p> <p>M. Christian GIRARD - M. Jean BRILAUD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Philippe BROTTIER - M. René GIBAUT Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Patrick BOUFFARD - M. Olivier BROSSARD - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELLOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Yves JEAN - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUD - M. Christian RICHARD - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	10	Mandants	Mandataires
		M. Jean-Marie COMPTE	M. Bernard CORNU
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Peggy TOMASINI
		Mme Anne GÉRARD	M. François BLANCHARD
		Mme Diane GUÉRINEAU	Mme Francette MORCEAU
		M. Gérard HERBERT	Mme Nelly GARDA-FLIP
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		M. Christian PETIT	Mme Patricia PERSICO
		M. Sylvain POTHIER-LEROUX	M. Gérald BLANCHARD
		M. Édouard ROBLOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Laurence VALLOIS-ROUET	Mme Christine BURGÈRES

Observations	L'ordre de passage des délibérations : 153 à 161, 1 à 23, 25 à 44, 170, 173 à 175, 72 à 107, 171, 150 à 152, 172, 162 à 169, 127 à 137, 141, 138 à 140, 142 à 148, 176, 108 à 111, 113 à 126, 45 à 71. Les 24, 112 et 149 sont retirées.
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains
------------------	---

VU les articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-3 et L. 5211-9-2 qui renvoient aux dispositions des articles L. 2122-21 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 114 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe),

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2/B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde,

VU le procès-verbal d'installation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 16 février 2017,

VU l'arrêté préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 29 juin 2017, portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en Communauté urbaine, à partir du 1^{er} juillet 2017,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-D2/B1-027 du 21 décembre 2018 portant modification des statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine,

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-9, L. 153-11 et suivants et R. 153-1 et suivants,

VU la délibération du Conseil municipal de la commune de Jardres en date du 9 novembre 2004 approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune,

VU la délibération du 24 mars 2016 de la commune de Jardres prescrivant la procédure de révision du PLU, précisant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation,

VU la délibération du 26 janvier 2017 de la commune de Jardres donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération,

VU la délibération du conseil de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 17 février 2017 décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU de Jardres,

VU la délibération du 28 juin 2019 de Grand Poitiers Communauté urbaine relative au débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure de révision du PLU de la commune,

VU l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) en date du 6 septembre 2019 décidant que le projet de révision du PLU de la commune de Jardres n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Considérant l'examen du dossier d'arrêt du PLU par le Conseil municipal de Jardres le 17 octobre 2019.

Par délibération du 24 mars 2016, le Conseil municipal de Jardres a décidé de prescrire la révision du PLU de la commune. Cette délibération précise les modalités de la concertation avec la population.

Bilan de la concertation

La commune de Jardres dispose d'un Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal le 9 novembre 2004. Le document d'urbanisme a fait l'objet d'une modification n°1 et de deux révisions simplifiées approuvées le 11 juillet 2006, d'une révision simplifiée approuvée le 19 novembre 2008, d'une modification n°2 approuvée le 29 octobre 2015, et d'une mise en compatibilité pour le projet d'aménagement de sécurité des carrefours et d'un créneau de dépassement le long de la Route départementale (RD) 951 déclaré d'utilité publique en date du 18 octobre 2018.

Par délibération du 24 mars 2016, le Conseil municipal de Jardres a décidé de prescrire la révision du PLU de la commune. Cette délibération détaillait les modalités de la concertation avec la population.

La délibération d'engagement de la procédure a été affichée durant un mois et un registre a été mis à la disposition du public.

Le processus de révision du document d'urbanisme a fait l'objet d'une information régulière au moyen d'articles dans le bulletin municipal, dans la presse locale et sur le site Internet de la commune. Tout au long du déroulé de la procédure, les principes définis ci-avant ont permis d'apporter les informations nécessaires aux habitants de la commune.

En parallèle, le bureau d'études a mis en place un processus de concertation spécifique avec les agriculteurs en avril et mai 2018. Il a pris la forme d'une réunion avec les exploitants pour expliquer le contexte juridique du Plan Local d'Urbanisme et ses implications pour l'activité agricole, notamment au regard des enjeux environnementaux. À la suite, un questionnaire a été remis à chaque exploitant agricole sur la commune afin qu'il puisse préciser les enjeux liés à son exploitation et, le cas échéant, les projets qu'il souhaiterait développer. Le bureau d'études a assuré des permanences pour collecter ces questionnaires individuels et accompagner ceux qui le souhaitaient dans la réponse aux questions posées. Les informations collectées ont permis d'alimenter le diagnostic agricole, ainsi que l'établissement du zonage pour la délimitation et la réglementation de la zone agricole du PLU.

Suite à ces échanges, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été débattu par le Conseil communautaire le 28 juin 2019. Il comporte les orientations suivantes :

- être soucieux du caractère rural de la commune dans les choix de développement pour demain
- protéger et faire vivre le patrimoine bâti et urbain
- conforter le cadre de vie attractif de la commune
- accueillir de manière modérée une nouvelle population et répondre aux besoins des habitants actuels
- utiliser à bon escient le potentiel en développement et en espaces disponibles
- valoriser et conforter un environnement paysager de qualité
- soutenir les activités économiques en place et permettre leur renouvellement
- prendre en compte les risques, aléas et nuisances
- assurer le maintien du potentiel écologique.

C'est sur la base de ces orientations que les différentes pièces du projet de révision du PLU ont été conçues et présentées aux Personnes Publiques Associées lors de deux réunions le 11 octobre 2018 et le 10 septembre 2019.

Une réunion publique de présentation du projet à la population a été organisée le 20 juin 2019 pour exposer le diagnostic territorial, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et sa traduction dans le zonage, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation. La réunion publique a été l'occasion de rappeler à la population le registre à disposition en mairie. Une cinquantaine d'habitants ont profité de cette rencontre, certains ont formulé des observations orales ou posé des questions permettant d'amender les réflexions liées au projet de révision.

Les contributions reçues par courrier ont été consignées dans le registre mis à disposition du public durant toute la phase de concertation. Celles-ci ont été analysées. Elles relèvent essentiellement de demandes d'intérêt particulier, souvent incompatibles avec le projet d'intérêt général du PLU.

Arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme

Jardres est une commune de 1 257 habitants (en 2015) située à 15 kilomètres à l'est de Poitiers, limitrophe de la ville de Chauvigny. La commune est traversée d'ouest en est par l'ancienne ligne de chemin de fer et la RD 951 Poitiers-Le Blanc.

Le territoire communal couvre 2 073 hectares caractérisés par des espaces agricoles ouverts ponctués de boisements dispersés. La commune comporte quelques secteurs à enjeux pour la biodiversité et le paysage. Il s'agit notamment des vallées sèches, des boisements et des grands parcs boisés qui accompagnent les domaines et châteaux proches du bourg ou de hameaux résidentiels. En revanche, la commune est dénuée de réseau hydrographique de surface et les pièces d'eau recensées sont pour la plupart artificielles (peu de mares). Ces différents espaces singuliers en matière environnementale et paysagère sont préférentiellement classés en zone naturelle dans le projet de révision. La zone naturelle couvre également, ponctuellement, quelques habitations diffuses, au cœur ou proches d'espaces boisés d'intérêt environnemental et/ou paysager. Les haies, boisements et mares sont protégés à titre individuel.

Au cœur de la zone naturelle, afin de prendre en compte et permettre la valorisation et le développement touristique et de loisirs des principaux domaines et châteaux présentant un très fort intérêt patrimonial (Pressec, Montlouis, Lépinoux et Migné), des secteurs de taille et de capacité limitées sont intégrés au projet.

La commune est caractérisée par une activité agricole dynamique avec une dizaine d'exploitations recensées. Sur l'ensemble du territoire, les sites d'exploitations et les terres agricoles sont essentiellement concernés par un zonage agricole. Les écarts bâtis résidentiels situés au cœur de l'espace agricole sont également concernés par ce zonage. Un secteur agricole protégé spécifique est mis en place autour du bourg et aux abords de la RD 951 pour limiter les impacts des constructions agricoles sur le paysage et anticiper les conflits d'usage potentiels (zone tampon).

Le tissu économique est très varié sur la commune et porteur d'emplois. La RD951 qui scinde le territoire communal d'est en ouest se caractérise par quelques implantations diffuses d'activités économiques diverses (bureaux, dépôts de matériaux, artisanat, ...). Représentative de la qualité de la pierre locale, la commune dispose également de deux carrières en activité. Afin de permettre l'évolution mesurée de ces activités localisées dans la zone agricole, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées sont mis en œuvre.

Concernant les autres activités économiques structurantes dans l'armature communautaire et du bassin de vie, implantées en continuité de parties agglomérées, des zones urbaines spécialisées (commerciale, industrielle, ...) ou mixtes sont inscrites au PLU. De plus, une attention particulière est portée sur la qualité paysagère de l'entrée de ville de Chauvigny au niveau de la zone commerciale de La Carte à travers une orientation d'aménagement sectorielle sur ce site.

Conformément au code de l'urbanisme, le projet arrêté comprend des orientations d'aménagement et de programmation sectorielles. Elles se complètent d'orientations d'aménagement et de programmation thématiques sur les sujets spécifiques suivants : le caractère de bourg rural, les franges urbaines, la valorisation des chemins et parcours et la conception bioclimatique.

Au sujet de l'identité historique et patrimoniale visible du territoire, les éléments les plus remarquables sont protégés individuellement sur l'ensemble de la commune (demeures, châteaux, murs, granges, alignements d'arbres, ...) et par un zonage urbain spécifique pour le bourg ancien et le hameau du Vieux Servouze. Les granges les plus remarquables sont également identifiées pour assurer leur préservation et/ou permettre leur changement de destination.

Afin de répondre aux besoins liés aux objectifs démographiques (taux annuel de croissance de population de 1% sur les 10 prochaines années) et aux besoins liés au point mort, le PLU envisage :

- la réalisation d'environ 35 à 40 logements en densification (constructions dans les espaces de dents creuses et de vides urbains) dans le bourg et les principaux hameaux ou quartiers ; un zonage « 2AUH » fermé à l'urbanisation est par ailleurs mis en place sur la principale dent creuse du bourg pour permettre à moyen terme une opération d'ensemble
- la réalisation d'environ 35 à 40 logements répartis en deux zones ouvertes à l'urbanisation à court terme (AUH) situées en continuité de la zone agglomérée du bourg, sur environ 2,45 hectares.

De plus, les espaces de jardins ou les franges urbaines du bourg et des principaux villages qui participent à l'ambiance champêtre, à l'intégration des zones urbaines dans le paysage et à la qualité de vie, ainsi qu'au maintien d'une trame verte dans les zones urbanisées sont protégés à titre individuel.

Le cœur du bourg, autour de la Place Raphaël Guillon et du cabinet médical, nécessite une réflexion pour le réaménagement des espaces publics et joue un rôle essentiel dans la vie communale au regard de sa localisation centrale et des équipements publics majeurs à proximité (mairie, école, église, salle polyvalente). Afin de se laisser le temps de construire une réflexion sur le réaménagement de ces espaces, une zone de réserve d'une durée maximale de cinq années est mise en œuvre.

En lien avec le développement des mobilités alternatives à l'autosolisme, plusieurs pistes de développement ou possibilités sont envisagées avec : la mise en place d'une réserve pour l'aménagement d'une aire de covoiturage d'une part, la préservation des anciennes emprises ferroviaires (exclues des zones constructibles) pour un réinvestissement potentiel ultérieur d'autre part.

La commune de Jardres présente des équipements diversifiés. Une zone urbaine spécifique aux équipements collectifs ou publics structurants est mise en place. Pour conforter cette offre, la commune dispose d'un terrain communal enclavé entre la zone agglomérée du bourg, les terrains de sport et la salle polyvalente. Une zone à urbaniser fermée à l'urbanisation est proposée pour anticiper le besoin à moyen et long terme d'équipements complémentaires dans le bourg.

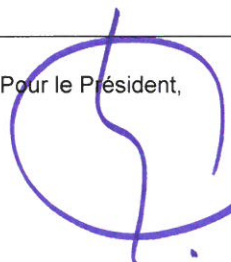
Très ponctuellement, le territoire de Jardres présente des espaces pouvant être sujets à des risques ou nuisances. En particulier, les secteurs concernés par le risque industriel lié aux silos de la coopérative agricole font l'objet de règles spécifiques.

En conséquence, il vous est proposé :

- de tirer le bilan de la concertation dont les apports constructifs ont été intégrés au fil de la procédure et d'arrêter le projet de Plan local d'urbanisme de la commune de Jardres tel qu'il est annexé à la présente délibération
- d'afficher la présente délibération, conformément à l'article R. 153-3 du Code de l'urbanisme, pendant un mois au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et en mairie de Jardres
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire
- d'imputer les dépenses correspondantes à l'opération 1706, « Plan local d'urbanisme », article 202 du budget Principal.

POUR	75	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



Francis CHALARD

Le Vice-Président



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	13 décembre 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Jardres (86)

N° MRAe 2019DKNA251

dossier KPP-2019-8609

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 17 avril 2018 et des 30 avril et 11 juillet 2019 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par la communauté d'agglomération du Grand Poitiers, reçue le 11 juillet 2019, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision générale du plan local d'urbanisme de la commune de Jardres ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 7 août 2019 ;

Considérant que la commune de Jardres, 1 257 habitants en 2015 sur un territoire de 2 073 hectares, dispose d'un plan local d'urbanisme approuvé en 2004, qu'elle souhaite réviser afin d'encadrer le développement communal pour les dix prochaines années ;

Considérant que l'accroissement envisagé de population, soit un gain de 200 habitants à l'horizon 2028, est cohérent avec la croissance démographique des dernières années (+ 2,8 % annuellement entre 2009 et 2014) et que la commune prévoit la construction de 60 à 70 logements ;

Considérant que le projet de révision prévoit que 35 à 40 logements seront réalisés en densification dans les secteurs déjà urbanisés et de n'ouvrir à l'urbanisation pour l'habitat qu'une superficie de 2,6 hectares sur deux secteurs situés dans la continuité du bourg ;

Considérant que le projet de révision prévoit également l'ouverture de 0,7 hectare en continuité de la ZA de la Carte le long de la RD.951, classée voie à grande circulation, pour créer une aire de co-voiturage pour la commune de Jardres et les communes riveraines ;

Considérant que la commune dispose de deux stations d'épuration, desservant le bourg et les hameaux de Pressac, Bois Sénébaud, Le Breuil, Les Salmondières, d'une capacité résiduelle suffisante pour le raccordement des deux futures zones ouvertes à l'urbanisation ;

Considérant que le territoire communal ne comprend aucun site Natura 2000, aucune zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique, qu'aucune zone humide importante n'a été recensée et que les éléments de la trame verte ont été identifiés ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Jardres n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Jardres présenté par la communauté d'agglomération du Grand Poitiers (86) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Jardres est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 6 septembre 2019

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
Le président de la MRAe

signé

Hugues AYPHASSORHO

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.